



Public, privé, tous unis

POUR L'AVENIR DES ÉLÈVES DES LYCÉES PROS, NON À LA CASSE DES LYCÉES PROS !

La réforme des lycées professionnels que veut imposer le président Macron aux élèves et aux personnels de LP constitue un véritable danger pour l'avenir d'un tiers de la jeunesse lycéenne, pour nos métiers et pour la formation professionnelle sous statut scolaire.

Les 4 points développés ci-dessous seraient pour le ministère non négociables alors même qu'ils concentrent les éléments les plus dangereux de ce projet.

+ 50 % DE STAGES ET MOINS D'ENSEIGNEMENTS

le projet annoncé prévoit d'augmenter de 50 % les périodes de stage en entreprise (passage de 22 à 33 semaines pour les bacs pro).

Ces heures en entreprises en plus correspondront fatalement à des centaines d'heures d'enseignement en moins.

Parce que nous avons au cœur l'émancipation de nos élèves et la qualité du service public d'éducation ; parce que les conséquences sur les conditions de travail des personnels et d'études des lycéen·nes seront désastreuses ; parce que cela correspondra à des suppressions de postes enseignants : nous ne pouvons pas l'accepter.

DES HORAIRES DÉCIDÉS LOCALEMENT

Le cadre national des grilles horaires doit être maintenu pour garantir des diplômes nationaux assurant une qualification reconnue et la possibilité de poursuites d'études.

Sous couvert d'autonomie renforcée, des expérimentations pourront être menées permettant de ne pas respecter les grilles horaires disciplinaires nationales. Le français et les maths seraient à privilégier car considérés comme des « savoirs-fondamentaux ». Que restera-t-il alors pour les autres enseignements généraux qui favorisent l'émancipation des élèves ?

DES FORMATIONS RÉDUITES AUX BESOINS LOCAUX

Les fermetures et ouvertures de filières dans les établissements seraient décidées uniquement au prisme des besoins locaux de main-d'œuvre ce qui va considérablement réduire les choix de formation des élèves. Nous refusons que l'avenir professionnel de nos jeunes lycéen·nes soit conditionné à des métiers en tension pour la plupart en raison de leurs conditions salariales et de travail déplorables.

Pour que la Voie Professionnelle sous statut scolaire soit une voie attractive, il faut surtout créer de nouvelles filières de formation en lien avec les besoins sociaux et les enjeux environnementaux.

DEMI-JOURNÉE « AVENIR »

Le ministère veut imposer dès la 5^{ème} de collège un dispositif « Avenir » consistant à dédier une demi-journée par semaine pour découvrir les métiers et les entreprises. Pour nos organisations, il faut renforcer les missions et le nombre de personnels d'orientation et préparer les élèves de collège à tous les parcours d'orientation sans exception.

**POUR LE RETRAIT DE
LA RÉFORME MACRON DES LYCÉES PROS
EN GRÈVE LE 18 OCTOBRE 2022
au Rectorat de Bordeaux à 12 H**

Cette conception de la voie professionnelle scolaire est à l'opposé de ce que nous portons. C'est pourquoi nos organisations syndicales appellent à une grève d'ampleur le 18 octobre et à construire collectivement les suites de cette première étape de mobilisation jusqu'au retrait de ce projet de contre-réforme.